Appropriation des ressources hydrauliques et processus d'exclusion dans la région de Sidi Bouzid (Tunisie centrale)

The appropriation of hydraulic resources and processes of exclusion in the Sidi Bouzid region (central Tunisia)

Mustapha Jouili, Ismahen Kahouli et Mohamed Elloumi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9929>

DOI : 10.4000/etudesrurales.9929

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 25 février 2013

Pagination : 117-134

Référence électronique

Mustapha Jouili, Ismahen Kahouli et Mohamed Elloumi, « Appropriation des ressources hydrauliques et processus d'exclusion dans la région de Sidi Bouzid (Tunisie centrale) », *Études rurales* [En ligne], 192 | 2013, mis en ligne le 24 février 2016, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9929> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9929>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Appropriation des ressources hydrauliques et processus d'exclusion dans la région de Sidi Bouzid (Tunisie centrale)

The appropriation of hydraulic resources and processes of exclusion in the Sidi Bouzid region (central Tunisia)

Mustapha Jouili, Ismahen Kahouli et Mohamed Elloumi

- 1 DEPUIS LES PREMIÈRES ANNÉES DE L'INDÉPENDANCE jusqu'au milieu des années 1980, la politique hydro-agricole menée en Tunisie a conduit au renforcement de l'agriculture familiale dans les périmètres irrigués, privés et publics, en facilitant l'accès à l'eau, comme en témoignent les enquêtes sur les structures des exploitations agricoles des années 1990 et 2000¹.
- 2 Toutefois, à partir de la mise en œuvre, en 1986, du programme d'ajustement structurel et de son application au secteur agricole [Elloumi 2006] qui prévoit, notamment, la libéralisation de l'accès aux ressources en eau profonde², l'État abandonne sa politique d'aménagement des périmètres publics irrigués (PPI) et la confie à des acteurs privés [Palluault *et al.* 2005]. Même si, au niveau national, les enquêtes ne permettent pas encore de déceler un affaiblissement de l'agriculture familiale, au niveau local, les études mettent en lumière des phénomènes d'exclusion et des difficultés d'accès aux ressources pour les petits agriculteurs, à l'instar de ce qui se passe dans la région de Sidi Bouzid [Kahouli 2007].
- 3 Dans le développement agricole de cette région, l'accès à l'irrigation a joué un rôle très important dans le cadre de projets de développement soutenus par l'État et parce que, au niveau de l'exploitation, certaines familles n'ont pas hésité à puiser dans leur épargne ou dans leurs revenus extra-agricoles [Abaab 1999].
- 4 L'agriculture familiale se caractérise par une forte intrication de la sphère familiale et de l'exploitation, du point de vue de la main-d'œuvre, du capital, des revenus, de la

consommation, mais aussi du processus de décision [Elloumi 1991 et 1997]. Ce type d'agriculture a pu se développer du fait de l'accroissement de la demande intérieure sur un marché relativement protégé.

- 5 Or, depuis le début des années 2000, à la suite de la libéralisation de l'économie agricole et du désengagement de l'État, cette agriculture se trouve concurrencée par l'agriculture capitaliste. Cette concurrence porte à la fois sur les ressources naturelles nécessaires à la production (eau et sol) et sur les produits agricoles. Elle se traduit par une précarisation et une disqualification de l'agriculture familiale [Mazoyer 2002].
- 6 S'agissant des ressources hydriques, la libéralisation de l'accès au domaine public hydraulique (DPH) à travers l'octroi de concessions de prélèvement à des investisseurs privés constitue une remise en cause du rôle de l'État dans l'aménagement du territoire. Celui-ci avait, en effet, instauré, lors du protectorat français et au cours des premières années d'indépendance, une domanialisation de ces ressources visant à contrôler l'espace et les populations [Bédoucha 2000].
- 7 Tout en maintenant le caractère domanial des ressources en eau profonde, la nouvelle politique permet, via des concessions, de « privatiser » ces ressources. Ce processus est facilité par la privatisation préalable du foncier au profit d'acteurs extérieurs. Ainsi, si la politique de domanialisation des ressources en eau se révélait cohérente avec une politique de contrôle des populations, la politique de concession à des acteurs privés tend, elle, à valoriser au mieux les ressources, sans tenir compte des répercussions sociales.
- 8 Cette nouvelle politique, qualifiée de libérale en ce qu'elle privilégie les mécanismes du marché et préconise la diminution du soutien de l'État, a introduit un processus de différenciation-exclusion au sein de l'agriculture tunisienne et a affaibli l'agriculture familiale en encourageant les exploitations les mieux dotées en capital, dont la production est orientée vers l'exportation. Les conséquences de cette dynamique peuvent être dramatiques dans une région où l'économie est principalement basée sur l'agriculture familiale [Jouili 2008].
- 9 L'objectif de cette contribution est de mettre en évidence ce processus de différenciation-exclusion et son impact sur l'appropriation des ressources (eau et sol), en s'appuyant sur l'exemple du gouvernorat de Sidi Bouzid. La libéralisation de l'accès aux ressources en eau du domaine public hydraulique a eu pour effet d'accentuer la pression sur la ressource foncière en attirant des investisseurs extérieurs à la zone.
- 10 Une première partie présentera, plus spécifiquement, la déstructuration de l'agriculture familiale tunisienne. Une deuxième partie mettra l'accent sur le rôle qu'ont joué, dans la région de Sidi Bouzid, la politique de développement agricole et l'irrigation dans l'émergence d'une agriculture familiale. La libéralisation de l'accès aux ressources et le processus de différenciation-exclusion qui lui est associé seront l'objet de la troisième partie.

Ajustement, libéralisation économique et déstructuration de l'agriculture familiale

- 11 L'essoufflement de la dynamique de croissance des années 1970 et l'épuisement des rentes qui permettaient à l'État d'assurer le financement des déficits (envoi des Tunisiens à l'étranger, tourisme, pétrole) ont plongé l'économie tunisienne dans une

situation de crise, particulièrement marquée dans les années 1981-1986 [Dimassi 1984 ; Dimassi et Zaiem 1987 ; Ben Hammouda 1994]. À partir d'août 1986, le gouvernement a adopté le programme d'ajustement structurel imposé par le FMI et la Banque mondiale. Un vaste arsenal de réformes, toutes de facture libérale, incluant la diminution du soutien de l'État à l'économie et l'adoption des règles du marché, a été définitivement mis en œuvre avec le VII^e Plan de développement économique et social (1987-1991) [Abaab et Elloumi 1995]. Cette orientation libérale a été renforcée par la signature des accords du GATT³, en 1994, et par l'accord sur la zone de libre échange avec l'Union européenne, de 1995.

Détérioration des conditions de reproduction des exploitations familiales

- 12 Avec l'introduction du plan d'ajustement structurel, les conditions de production et de reproduction des exploitations familiales ont radicalement changé. Outre l'évolution défavorable des prix, ces exploitations ont été progressivement exclues du crédit, du marché foncier et des services d'appui.
- 13 La réforme de la politique des prix, de la commercialisation des produits et des intrants agricoles, visant à instaurer « la vérité des prix », est l'une des mesures fondamentales de ce programme d'ajustement. Cette réforme est entreprise au nom d'une meilleure affectation des facteurs de production et d'une plus grande rétribution des exploitants qui proviendrait de l'alignement de leurs prix sur ceux du marché mondial. Elle est également entreprise au nom de la dérégulation de la commercialisation et de la suppression des subventions liées aux intrants.
- 14 Si, pour la majorité des produits, les prix que percevront les agriculteurs enregistreront une augmentation sensible, cette croissance ne suffira pas à contrebalancer l'augmentation des coûts de production. En effet, la suppression de la subvention des intrants et la libéralisation de leur commercialisation a entraîné une hausse, parfois prohibitive, de leurs prix. En conséquence, le pouvoir d'achat des exploitants a diminué, et le phénomène dit des « ciseaux de prix⁴ » s'est renforcé, surtout à partir des années 1990, ce qui a contribué à aggraver les difficultés financières des exploitations les plus vulnérables [Abaab et Elloumi 1996 ; Jouili 2008]. C'est là le premier indicateur de la détérioration des conditions de production et de reproduction des exploitations familiales.
- 15 Le deuxième indicateur réside dans l'accès de plus en plus restreint et différencié de ces exploitations aux sources de financement et aux services d'appui, du fait de la soumission de l'agriculture aux règles de la rentabilité. L'analyse des données relatives aux enquêtes sur les structures des exploitations agricoles (tableau 1 p. 121) montre que la portée du crédit reste limitée et que la proportion des bénéficiaires tend à régresser. Par ailleurs, le crédit profite davantage aux grandes exploitations : entre 2004 et 2005, la part des exploitants ayant obtenu un crédit s'élève à 36 % pour les exploitations de plus de 100 hectares alors qu'elle ne dépasse pas les 4 % pour les exploitations de moins de 5 hectares.

Subdivisions administratives du gouvernorat de Sidi Bouzid

Source : CRDA, 2011.

Tableau 1. Crédit et investissement par taille d'exploitation (en %)

Taille de l'exploitation	Exploitants ayant bénéficié d'un crédit		Exploitants ayant investi	
	1994-1995	2004-2005	1994-1995	2004-2005
0-5 ha	5,7	3,8	27,8	22,8
5-10 ha	10,9	7,2	38,9	23,7
10-20 ha	13,2	8,2	47,6	30,1
20-50 ha	15,1	11,0	52,6	37,1
50-100 ha	21,1	19,3	60,6	47,7
+ de 100 ha	36,7	36,1	72,1	60,7

Source : enquêtes sur les structures des exploitations agricoles (MARH 1996 et 2006).

- 16 Ainsi, un fossé se creuse entre une minorité de grands exploitants qui ont accès au crédit et peuvent donc investir davantage, et une majorité de petits et moyens exploitants dont l'accès au crédit et à l'investissement est de plus en plus limité. Les données attestent que le pourcentage des exploitants ayant entrepris des opérations d'investissement augmente avec la taille de l'exploitation. Entre 2004 et 2005, il est de 61 % pour les exploitations de plus de 100 hectares alors qu'il ne représente que 23 % pour les exploitations de moins de 10 hectares.
- 17 Les exploitations familiales sont également pénalisées pour ce qui est de la ressource foncière : la nouvelle logique libérale, incluant la restructuration des terres domaniales, l'immatriculation foncière et la privatisation des terres collectives, contribue à accroître les inégalités. Censées favoriser la sécurité des investissements et l'accès au

crédit, ces dispositions génèrent, de fait, un morcellement des terres et une concentration foncière⁵ [Ben Saad 2002 ; Elloumi et Jouve eds. 2003].

- 18 Le processus de différenciation a été, en outre, accentué par le démantèlement du dispositif d'encadrement des agriculteurs mis en place par l'administration. Cette dernière a, en effet, délégué cette fonction au secteur privé, qui, tout en se réservant les tâches les plus rémunératrices (collecte, commercialisation, distribution des intrants), en a profité pour accroître ses prélèvements sans, pour autant, garantir une assistance aux petits producteurs. Quant aux « organisations de producteurs », elles se préoccupent peu des problèmes des petits exploitants, mal représentés dans les organes de décision.

La politique hydro-agricole : une porte ouverte à l'exclusion

- 19 En Tunisie, la politique de promotion de l'agriculture irriguée a connu trois grandes phases [Bachta et Elloumi 2005].
- 20 La première phase est celle de la mobilisation tous azimuts de la ressource en eau et de l'aménagement de périmètres irrigués, financés par l'État, permettant à l'ensemble des agriculteurs inscrits dans ces périmètres d'accéder à l'irrigation. Cette phase a démarré dès les premières années d'indépendance et s'est prolongée jusqu'au programme d'ajustement structurel. Dans la deuxième phase, visant l'optimisation de la gestion des ressources grâce à une meilleure maîtrise de la demande, l'État s'est désengagé de la gestion des infrastructures dans les périmètres irrigués. La dernière phase correspond à la libéralisation de l'accès à la ressource, notamment du domaine public hydraulique. Dénonçant l'échec des groupements de développement agricole (GDA) [Palluault *et al.* 2005] et privilégiant les principes de la GIRE (gestion intégrée des ressources en eau), la nouvelle politique favorise l'accès des investisseurs privés aux ressources hydrauliques des nappes profondes.
- 21 Ces politiques successives ont fait de l'irrigation un élément clé de l'agriculture tunisienne et ont trouvé un écho favorable auprès des agriculteurs, qui ont adopté cette technique pour développer leurs exploitations et lutter contre les aléas climatiques. C'est ainsi que la superficie irriguée est passée de 50 000 hectares, dans les années 1960, à plus de 460 000, en 2010 [Elloumi *et al.* 2011]. L'irrigation s'est développée, d'une part, dans des périmètres publics irrigués (PPI), c'est-à-dire des espaces aménagés et gérés par les pouvoirs publics et, d'autre part, dans des périmètres privés, où ce sont les agriculteurs qui assurent la mobilisation de la ressource (puits de surface, pompage sur les oueds, petite hydraulique, etc.) et l'aménagement de ces espaces au sein de leurs exploitations.
- 22 La première phase voit la construction de grands barrages et la mise en place d'un cadre institutionnel favorisant l'investissement et la gestion centralisée. Ainsi, dès les années 1950, la loi sur la réforme agraire donne tous les pouvoirs à l'administration pour aménager des PPI et promouvoir une gestion dite « rationnelle » des exploitations. Le Code des investissements de 1972 octroie à l'irrigation des subventions afin d'encourager l'aménagement privé. Enfin, le Code des eaux de 1975 étend le domaine public hydraulique (DPH) à toutes les ressources en eau et transforme les anciens droits de propriété en droits d'usage⁶. Grâce à ces différentes mesures, l'irrigation a pu être adoptée par toutes les catégories d'exploitations, avec une place

relativement plus importante dans les petites et les moyennes, comme le montre le tableau 2 (p. 121).

Tableau 2. Superficie irriguée selon la taille de l'exploitation

Taille de l'exploitation	Enquête 1994-1995			Enquête 2004-2005		
	Superficie (en milliers d'ha)	%	Superficie irriguée/superficie cultivée (en %)	Superficie (en milliers d'ha)	%	Superficie irriguée/superficie cultivée (en %)
0-5 ha	71,9	24,4	17,1	82,6	25,0	16,0
5-10 ha	52,3	17,8	9,7	65,6	19,8	9,8
10-50 ha	99,7	34,0	5,9	108,8	32,9	6,3
50-100 ha	19,0	6,5	4,2	20,9	6,4	4,5
+ de 100 ha	50,9	17,3	5,7	52,6	15,9	6,4
Total	293,8	100,0	7,5	330,6	100,0	7,8

Source : enquêtes sur les structures des exploitations agricoles (MARH 1996 et 2006).

- 23 Cette politique tous azimuts a rapidement permis d'atteindre un niveau élevé de mobilisation mais a aussi, rapidement, atteint ses limites, du point de vue des ressources disponibles (tableau 3 p. 122) et des capacités de l'État à poursuivre l'effort d'investissement. Elle a été remise en cause avec l'adoption du programme d'ajustement structurel de 1986, qui a réduit l'intervention de l'État en donnant la priorité aux acteurs privés.

Tableau 3. Répartition des ressources en eau en Tunisie (2009)

Ressources	Ressources exploitables (en 10 ⁶ m ³)	Ressources mobilisables (en 10 ⁶ m ³)	Ressources mobilisées (en 10 ⁶ m ³)	Taux de mobilisation (en %)
Eaux de surface	2 700	2 500	2 200	88
Eaux souterraines				
• superficielles	745	745	745	100
• profondes	1 420	1 420	1 143	80,5
• totales	2 165	2 165	1 888	87,2
Total général	4 865	4 665	4 088	88

Source : MARH, « Évaluation à mi-parcours du XI^e Plan », 2009.

- 24 Pour améliorer l'efficacité de la gestion de la ressource et des aménagements, l'État s'est progressivement désengagé de la gestion des périmètres irrigués en augmentant le prix de l'eau et en incitant chaque agriculteur à économiser la ressource à l'échelle de sa parcelle. Après le démantèlement des offices qui avaient en charge la gestion des périmètres irrigués, cette gestion a été confiée à des associations d'intérêt collectif (AIC), qui ont, par la suite, évolué en groupements de développement agricole (GDA). Leur mission était double : gérer les équipements hydrauliques exploités de manière collective au niveau du périmètre, et encadrer les irrigants [Bachta et Zaibet 2007].
- 25 Progressivement, cette politique a été généralisée à l'ensemble des périmètres publics, avec une délégation particulière aux GDA, qui assuraient la gestion de 81 % de ces périmètres irrigués. Toutefois, le manque de moyens matériels et humains et, surtout, le mauvais fonctionnement démocratique de ces structures expliquent des résultats mitigés en termes d'efficacité et d'encadrement des agriculteurs. Pour remédier à ces insuffisances, une politique de plus en plus libérale d'accès aux ressources hydrauliques des nappes profondes a été mise en place à travers la création de périmètres privés. Ce

fut le cas dans plusieurs régions, comme au sud-est du pays [Palluault *et al.* 2005] ou, encore, au sein du gouvernorat de Sidi Bouzid, dans la délégation de Regueb [Kahouli 2007].

- 26 La politique d'aménagement des périmètres irrigués, qui était jusque-là, par le biais des offices, le fait des pouvoirs publics, a été confiée à des acteurs privés, souvent extérieurs au monde rural et agricole. Privilégiant la gestion directe par les agriculteurs, cette politique a accru la pression sur l'eau et favorisé la concurrence entre les catégories d'exploitations au point de générer des phénomènes d'exclusion liés à la surexploitation de la ressource et au renchérissement du coût du pompage. Elle a impulsé un processus de différenciation dans une région où l'irrigation est déterminante. La possibilité d'accéder à cette ressource rare qu'est l'eau a constitué un facteur d'attraction pour les investisseurs extérieurs, comme nous allons le voir dans la région de Sidi Bouzid.

Agriculture et irrigation dans la région de Sidi Bouzid

Importance de l'agriculture dans l'économie régionale

- 27 Située dans les hautes steppes orientales, la région de Sidi Bouzid concentre une forte population active agricole : entre 36 et 45 % des emplois, selon les années, contre 16 à 20 %, au niveau national. L'importance de ce secteur d'activité tient également à la faible diversification du tissu économique régional : absence d'infrastructure industrielle et touristique.
- 28 La contribution de la région de Sidi Bouzid à la production nationale est significative, notamment en produits maraîchers (18 à 25 % selon les campagnes), ce qui lui vaut d'occuper la deuxième place du pays en la matière. La région assure aussi 13 % de la production nationale d'amandiers, 14 % de la production d'oliviers et 7 % de la production de lait et de viande rouge. Elle se distingue notamment par ses cultures précoces et d'arrière-saison. L'élevage (bovin, ovin et caprin) y est également important, avec 354 000 brebis et 51 000 chèvres répertoriées.
- 29 À côté des plantations arboricoles en sec (olivier et amandier surtout), la région a connu une extension spectaculaire de ses périmètres irrigués, liée à un essor sans précédent des exploitations familiales utilisant des puits de surface. Selon Habib Attia :
- La multiplication rapide des exploitations familiales sur puits de surface est le signe de la promotion d'une paysannerie familiale profondément enracinée à la terre. Cette substitution d'une paysannerie « intensiviste » aux dépens des sociétés pastorales moribondes est l'expression de l'une des formes nouvelles et les plus efficaces de la restructuration de sociétés pastorales, par ailleurs en voie de destruction accélérée.[1985 : 698]

Exploitation des ressources en eau

- 30 En dépit de son climat aride, le gouvernorat de Sidi Bouzid dispose de ressources hydrauliques relativement importantes. Outre les eaux de surface provenant de l'ouest, du nord et du nord-ouest, il dispose de réserves souterraines⁷ dont la mobilisation est à la base du développement de l'agriculture irriguée. Selon le Commissariat régional au développement agricole (CRDA), les ressources en eaux de surface s'élèveraient à 131 Mm³ par an, dont seulement une partie serait mobilisée au niveau du gouvernorat

(environ 60 Mm³, soit 45 %)⁸. Quant aux potentialités en eaux souterraines, elles sont d'environ 151 Mm³ par an, dont 98 % sont exploités. Cette moyenne cache toutefois des disparités, comme le montre le tableau 4 (p. 122) : certaines zones sous-exploitent leurs ressources alors que d'autres sont arrivées à saturation⁹.

Tableau 4. Ressources en eau du gouvernorat de Sidi Bouzid en 2011

Ressources disponibles (en millions de m ³ par an)	Les ressources	Exploitation actuelle (en millions de m ³ par an)	Ouvrages d'exploitation	Taux d'exploitation (en %)
62	Nappes phréatiques	81,9	10 781 puits de surface	132
89	Nappes profondes	66,76	750 puits profonds	72
131	Eaux de surface	60	Épandage de 10 oueds 34 lacs collinaires	45
282	Total	208,66		73

Source : CRDA de Sidi Bouzid.

Développement des périmètres irrigués

- 31 Parallèlement à sa tradition pastorale et céréalière, la région de Sidi Bouzid est connue, depuis des siècles, pour la richesse de son agriculture irriguée :

Dès le XI^e siècle, des voyageurs et des chroniqueurs arabes évoquaient la richesse de la plaine de Sidi Bouzid. L'irrigation par épandage des eaux de crue et par puits de surface y était déjà pratiquée. Par contre, l'utilisation des eaux profondes pour la mise en place de périmètres publics irrigués est relativement récente.[Daoud 1996 : 486]

- 32 Cette agriculture irriguée a été initiée par les pouvoirs publics à la fin des années 1960 et a connu une véritable explosion dans les années 1970 et 1980. Ainsi, de 2 000 hectares de superficie irrigable, au début des années 1960, on est passé à près de 47 000 hectares, en 2010, auxquels il faut ajouter plus de 12 000 hectares d'irrigation extensive par épandage de crues¹⁰.
- 33 Les périmètres créés autour des forages profonds et qualifiés de PPI ont été installés sur des terres collectives ou domaniales grâce à des fonds publics. D'abord gérées comme des unités coopératives de production (UCP), ces terres ont ensuite été privatisées au profit des anciens membres des coopératives. Leur répartition actuelle est relativement égalitaire s'agissant des PPI créés sur des terres domaniales, pour lesquelles la vente des lots est interdite, mais cette répartition est beaucoup plus inégale sur les terres collectives, où le jeu des héritages et des ventes s'est traduit par un processus de concentration qui a bénéficié aux propriétaires absenteïstes (commerçants, fonctionnaires, etc.). Dans les deux cas, c'est le mode de faire-valoir direct qui prévaut (95 % de la SAU). La gestion des périmètres publics a été confiée à des groupements de développement agricole (GDA), qui représentent les ayants droit, organisent les tours d'eau et sont censés assurer l'entretien des infrastructures [Elloumi *et al.* 2011].
- 34 L'intervention de l'État a trouvé un écho favorable auprès de la population locale, qui, à partir de puits de surface, a développé l'irrigation dans des périmètres privés. C'est ainsi que la région connaît, au cours des années 1970, un accroissement rapide du nombre de ses puits : de 2 700, en 1970, on est passé à 4 000 unités, en 1979-1980, ce qui permettait d'irriguer 20 000 hectares. Aujourd'hui, leur nombre s'élève à 10 781 unités, ce qui permet d'irriguer 33 000 hectares, auxquels s'ajoutent 5 500 hectares de 350

forages privés¹¹. Au-delà de leur dimension technologique, ces puits reflètent la capacité d'initiative des paysans et leur volonté de s'élever socialement.

- 35 Il importe de souligner qu'à partir du milieu des années 1990 les PPI ont connu une évolution moindre que celle des périmètres privés : leur superficie totale est passée de 4 325 hectares, en 2001, à 5 740, en 2011, quand, dans le même temps, celle des périmètres privés sur forages passait de 1 120 à 5 500 hectares. Aujourd'hui, la superficie privée représente 80 % des terres irriguées et comprend essentiellement des exploitations de petite taille. Toutefois, avec la multiplication des forages, on assiste également à l'émergence d'exploitations de grande taille dotées d'un capital important.
- 36 La « modernisation » de l'agriculture dans la région de Sidi Bouzid a souvent été décrite comme la transformation d'une société semi-nomade et pastorale en une paysannerie sédentaire, pratiquant une agriculture intensive basée sur l'arboriculture en sec et l'irrigation [Abaab 1999]. Cette mutation s'est accompagnée du développement d'une agriculture familiale marchande, fondée sur l'appropriation de la terre, le recours à la main-d'œuvre familiale et l'épargne. Ce type d'agriculture a été largement encouragé par les pouvoirs publics via la privatisation des terres collectives et domaniales, les investissements destinés à l'exploitation des ressources en eau et via l'aménagement de périmètres irrigués.
- 37 L'abandon de cette politique au profit d'une autre, plus libérale, risque fort de compromettre la reproduction de ce type d'agriculture.

Processus de différenciation-exclusion dans la région de Sidi Bouzid

Libéralisation et concurrence

- 38 La libéralisation de l'économie agricole et le désengagement de l'État ont induit une dynamisation des mécanismes du marché et de l'initiative privée. La promulgation d'un second Code des investissements (loi n° 93-120 du 27 décembre 1993), incitant à la création de projets agricoles à gros capitaux et au développement d'activités annexes, encouragées par des subventions et/ou des prêts, participe de cette dynamique. Parallèlement, pour libéraliser l'accès au domaine public hydraulique, et, notamment, aux nappes profondes, qui étaient, à l'origine, réservées aux PPI, des concessions¹² sont octroyées dans les régions disposant de potentialités non exploitées. Ainsi, la superficie irriguée à partir des puits profonds privés, qui était insignifiante en 1990, passera à 1 120 hectares en 2001, pour atteindre 5 500 hectares en 2010.
- 39 Cette politique a conduit à un changement radical dans l'occupation du sol, avec une montée en puissance des cultures à haute valeur ajoutée, dont certaines sont directement destinées à l'exportation. Elle a, par ailleurs, accru la pression sur l'eau en dépit d'un cadre réglementaire assez strict, censé réguler le niveau des prélèvements et instaurer des zones de sauvegarde ou d'interdiction. La multiplication des usages (eau potable, irrigation et transfert vers la ville de Sfax), le non-respect des niveaux de prélèvement autorisés et l'approfondissement illicite des puits de surface sont autant de facteurs qui ont pesé sur la disponibilité de la ressource.
- 40 La surexploitation des nappes a engendré la fermeture des puits. Ainsi, pour l'ensemble du gouvernorat de Sidi Bouzid, entre 2008 et 2010, le nombre des puits de surface

abandonnés est passé de 600 à près de 1 000, sur un total de 10 036 puits. Ce phénomène touche toutes les nappes phréatiques (tableau 5 p. 122).

Tableau 5. Puits de surface abandonnés en 2008 et 2010

Nom du réservoir souterrain	2008	2010
Sabkhat Elbhira	3	35
Sabkhat Nawel	70	70
Elmech	3	3
Elwnayssia-Horchen	6	6
Oued Elhjal	10	10
Regueb	25	60
Meknassy	100	139
Hajeb-Jelma	130	171
Sidi Bouzid	150	210
Braga	101	185
Total	598	835

Source : CRDA de Sidi Bouzid.

- 41 Devant la baisse du niveau des nappes, pour maintenir l'accès à la ressource, les agriculteurs doivent creuser leurs puits tous les deux à trois ans. En cas d'assèchement complet, deux solutions s'offrent à eux : fermer le puits ou, si l'hydrogéologie le permet, réaliser un forage pour accéder à une nappe plus profonde, ce qui nécessite des investissements importants. Dans certains cas, la baisse du niveau des nappes s'accompagne d'une dégradation de la qualité de l'eau (augmentation de la salinité), dont les effets se font sentir et sur les rendements et sur le choix des cultures.
- 42 Ainsi, en fonction de la localisation de l'exploitation et des capacités financières de l'exploitant, on peut distinguer trois principales réponses régulièrement apportées au tarissement des puits.
- 43 La première, observée dans la délégation de Regueb, consiste à creuser des puits d'une profondeur suffisante pour anticiper la baisse du niveau de la nappe sur plusieurs années¹³. Cette stratégie requiert un minimum de moyens financiers, de capital social pour obtenir les autorisations nécessaires et de connaissance de la zone pour bien choisir l'emplacement des puits. Dans certains cas, cela passe aussi par l'achat de parcelles sur lesquelles seront creusés les puits en question.
- 44 La deuxième réponse consiste à réduire les cultures, grandes consommatrices d'eau (tomates, piments, pastèques), au profit d'autres cultures moins gourmandes ou ayant une plus grande tolérance à la salinité (orge) ou consiste également à s'orienter vers l'élevage. Cette stratégie se traduit souvent par une baisse des revenus et nécessite un certain savoir-faire de la part des agriculteurs, qui, comme nous l'avons vu, ne peuvent compter sur l'aide de l'administration.

- 45 Enfin, lorsqu'il a des difficultés à approfondir ou à convertir ses puits, l'agriculteur se trouve contraint d'abandonner l'irrigation. Ce retour à une agriculture en sec, dans une région aride, sur des exploitations de petite taille (7 à 10 ha), s'accompagne d'une précarisation de l'exploitant et de sa famille. Dans la délégation de Jelma, au nord, des agriculteurs se reconvertissent dans des activités de service ou émigrent vers les régions côtières.
- 46 Ainsi, l'accès quasi libre à la ressource en eau, qui résulte des concessions, a provoqué une compétition entre les différents usagers, et, particulièrement, entre les exploitations agricoles, dont certaines ne cessent d'étendre leur superficie irriguée en achetant ou en louant de nouvelles terres. Il s'agit d'exploitations capitalistiques dont la superficie dépasse les 40 hectares et peut atteindre 90 hectares répartis sur 3 à 4 parcelles. Les exploitations plus petites (5 à 10 ha) sont exclues de l'irrigation faute de moyens suffisants pour consentir les investissements qui s'imposent.

Capitaux extra-gouvernorat

- 47 Des ressources en eau et en terre de bonne qualité et encore peu utilisées, une situation foncière apurée (privatisation des terres collectives et attribution de titres fonciers aux bénéficiaires des terres domaniales) et une accessibilité garantie au sein du gouvernorat de Sidi Bouzid ont attiré, ces vingt dernières années, dans la délégation de Regueb, des investisseurs privés, à la recherche de placements rentables. À elle seule, cette délégation cumule 22 % des investissements privés du gouvernorat, soit 11,126 millions de dinars sur un total de 51,705 millions¹⁴. Par ailleurs, les projets de grande envergure (catégories B et C du Code des investissements¹⁵) réalisés au niveau de cette délégation représentent 28 % du total de ce type d'investissement à l'échelle régionale (tableau 6 p. 123).

Tableau 6. Répartition des investissements privés dans la délégation de Regueb (gouvernorat de Sidi Bouzid), 2010

Catégorie des projets	Montant des investissements dans la délégation de Regueb	Montant de la subvention au niveau de la délégation de Regueb	Montant des investissements dans le gouvernorat de Sidi Bouzid
Catégorie A	472	139	13 108
Catégories B et C	10 654	1 748	38 593
Total	11 126	1 887	51 705

(unité : 1 000 dinars)

Source : CRDA de Sidi Bouzid, rapport annuel, Arrondissement des statistiques, 2010.

- 48 Comme le montre le tableau 7 (p. 123), les projets de catégories B et C représentent 75 % du total des investissements privés à l'échelle de la région, avec une forte concentration à Regueb, où ces deux catégories représentent 95 % du total des investissements agricoles privés.

Tableau 7. Investissements privés dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, 2010

	Montant total des investissements	Subventions	Nombre de bénéficiaires
Catégorie A	13 108	6 233	1 384
Catégories B et C	38 593		400
• Création et extension des périmètres	37 643	6 333	383
• Crédit foncier	950	6 333	17
Total	51 701	12 566	1 784

(unité : 1 000 dinars)

Source : CRDA de Sidi Bouzid.

- 49 Les investisseurs sont, en général, des entrepreneurs qui viennent d'autres secteurs économiques (industrie, commerce, services, fonctions libérales) et disposent de capitaux importants. Actuellement, dans 120 projets agricoles (équivalant à une superficie de 2 000 ha), les promoteurs sont originaires d'autres régions du pays. La mise en place de ces projets, outre l'achat de terres¹⁶, suppose le creusement de forages, l'installation de parcelles d'arboriculture fruitière à haute valeur ajoutée (raisins de table, pêcheurs, amandiers ou cultures maraîchères de primeurs, sous tunnel ou sous serre) et le recours à des conseillers agricoles privés, qui ont remplacé les vulgarisateurs du CRDA.
- 50 Dès lors, une agriculture d'entreprise, intensive et technicisée, côtoie une agriculture familiale, en proie à de multiples difficultés d'ordre financier, écologique (surexploitation de la ressource) et économique (hausse des prix des intrants, incertitude sur les prix de vente, concurrence accrue sur le marché national) [Kahouli 2007].
- 51 Cette situation a exacerbé la course à l'appropriation des ressources. Ainsi, certains agriculteurs ont soit acheté des parcelles sur lesquelles existaient déjà des forages fonctionnels, soit réalisé de nouveaux forages, avec ou sans l'autorisation requise. Les détenteurs de capitaux, pour la plupart extérieurs à la région, ont profité de cette dynamique pour étendre leur emprise sur la terre, et, par là même, sur les ressources en eau. Les autochtones, quant à eux, sont de plus en plus acculés à vendre une partie de leur patrimoine foncier pour pouvoir investir dans le creusement de puits de surface ou réaliser de nouveaux forages permettant d'accéder à la nappe profonde.
- 52 Si, sous la dictature de Ben Ali, les communautés locales n'ont que faiblement réagi à cette intrusion de capitaux extérieurs à la zone, depuis la révolution du 14 janvier 2011, elles manifestent leur mécontentement d'être spoliées de leurs terres et de leur eau. En effet, hormis la création de quelques emplois sans qualification dans les exploitations intensives, la région n'a que très peu bénéficié de cette ruée vers l'or bleu. Elle a privilégié les productions à haute valeur ajoutée qui ne peuvent être valorisées qu'à l'exportation, aggravant ainsi sa dépendance vis-à-vis du marché international. Sous couvert de développement régional et de gestion intégrée et durable des ressources naturelles, cette politique libérale se solde par une exploitation minière accrue et une dégradation des ressources.

Conclusion

- 53 En Tunisie, l'augmentation de la production agricole est davantage liée à une mobilisation accrue des ressources naturelles (sol et eau) qu'à l'amélioration de la productivité. L'État a joué un rôle important dans cette dynamique en encourageant les agriculteurs dans ce sens. Or, cette mobilisation fondée, en partie, sur l'exploitation minière de la ressource en eau a atteint les limites de résilience du système.
- 54 Bien qu'inégalitaire, la politique agricole menée par le gouvernement tunisien a permis, durant deux décennies au moins, de promouvoir une agriculture familiale. Depuis la mise en place, au milieu des années 1990, d'une politique d'inspiration néolibérale, les conditions d'accès aux ressources « terre » et « eau » ont profondément changé, privilégiant l'investissement privé. En stimulant l'appropriation, par des investisseurs extérieurs, des ressources foncières de la région, la libéralisation de l'accès au domaine public hydraulique a affaibli l'agriculture familiale, qui devient incapable de faire face à cette concurrence et se trouve marginalisée, comme l'a montré l'exemple de Sidi Bouzid. Dans cette région, les petits producteurs ne disposant pas de moyens financiers suffisants sont contraints de céder la place à des « entrepreneurs agricoles » supposés mieux répondre aux impératifs de compétitivité.
- 55 Nous avons montré qu'il existe une articulation étroite entre l'accès à des ressources privées (la terre), via les mécanismes du marché, et l'accès à des ressources domaniales (les ressources du domaine public hydraulique). Le droit de propriété sur la terre, même s'il ne donne pas automatiquement un droit d'accès aux ressources du sous-sol, constitue néanmoins un pas vers leur privatisation. Dans le cas qui nous occupe, cette privatisation de la ressource domaniale a conduit à une exploitation minière non durable. La séparation entre la propriété de la terre et celle des ressources du sous-sol, si elle a permis, dans un premier temps, à l'État, de contrôler l'espace et les populations, favorise, aujourd'hui, hors de tout contrôle, les détenteurs de capitaux.

BIBLIOGRAPHIE

- Abaab, Ali** — 1999, « La modernisation agricole et ses effets sur les systèmes de production agricole. Cas de la région de Sidi Bouzid en Tunisie centrale ». Ph D, Université de Gent, Belgique.
- Abaab, Ali et Mohamed Elloumi** — 1996, « L'agriculture tunisienne, de l'ajustement à la mondialisation », in M. Elloumi ed., *Politiques agricoles et stratégies paysannes au Maghreb et en Méditerranée occidentale*. Tunis, ALIF-IRMC : 114-145.
- Attia, Habib** — 1985, « Hydraulique étatique, hydraulique paysanne. L'exemple de la Tunisie centrale », in G. Conac, C. Savonnet-Guyot et F. Conac eds., *Les politiques de l'eau en Afrique*. Paris, Economica : 697-703.
- Bachta, Mohamed Salah et Mohamed Elloumi** — 2005, « Analyse des politiques hydrauliques en Tunisie. Quelques éléments d'évaluation », in F. Ceña, M. Elloumi, R. Gallardo et M.B. Sai eds., *Les*

défis de la terre. L'agriculture en Espagne et en Tunisie face aux défis de la libéralisation. Tunis, Cérès, IRESA : 165-180.

Bachta, Mohamed Salah et Lokmen Zaïbet — 2007, « Les innovations institutionnelles comme adaptations à l'évolution du contexte des périmètres irrigués : cas de la Tunisie », in S. Bouarfa, M. Kuper et A. Debbarh eds., *L'avenir de l'agriculture irriguée en Méditerranée. Nouveaux arrangements institutionnels pour une gestion de la demande en eau. Actes du séminaire Wademed (Cahors, France, 6-7 novembre 2006)*. Montpellier, Cirad : 1-8.

Bédoucha, Geneviève — 2000, « Libertés coutumières et pouvoir central. L'enjeu du droit de l'eau dans les oasis du Maghreb », *Études rurales* 155-156 : 117-141.

Ben Hammouda, Hakim — 1994, « L'économie tunisienne et la crise de l'insertion internationale. Quelques aspects structurels », *Mondes en développement* 23 (89/90) : 33-43.

Ben Saad, Abdallah — 2002, « Politiques foncières et dynamiques sociospatiales. La privatisation des terres collectives dans la plaine de Bled'amra, Gafsa (Hautes steppes tunisiennes) ». Thèse, Université François Rabelais de Tours.

Daoud, Abdelkarim — 1996, « Les périmètres publics irrigués de la région de Sidi Bouzid (Hautes steppes tunisiennes). Politiques de l'État et stratégies paysannes », in M. Elloumi ed., *Politiques agricoles et stratégies paysannes au Maghreb et en Méditerranée occidentale*. Tunis, ALIF-IRMC : 483-502.

Dimassi, Hassine — 1984, « La crise économique en Tunisie : une crise de régulation », *Machrek-Maghreb* 103 : 57-70.

Dimassi, Hassine et Hédi Zaiem — 1987, « L'industrie : mythe et stratégies », in M. Camau ed., *Tunisie au présent : une modernité au-dessus de tout soupçon ?* Paris, CNRS Éditions : 161-179.

Elloumi, Mohamed — 1991, « Pluriactivité et transformation des rapports sociaux dans l'agriculture tunisienne », *Annales d'économie et de gestion de Tunis* 1 : 69-86. — 1997, « Agriculture familiale méditerranéenne. Permanence et diversité avec référence particulière aux pays du Maghreb », in A. Abaab, P. Campagne, M. Elloumi, A. Fragata et L. Zagdouni eds., *Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée. Enjeux et perspectives (Options méditerranéennes 12)* : 177-185.

Elloumi, Mohamed — 2006, « L'agriculture tunisienne dans le contexte de la libéralisation », in M. Petit, J.-L. Rastoin et H. Regnault eds., *Libéralisation agricole et pays en développement (Revue Région et Développement 23)* : 129-159.

Elloumi, Mohamed et Anne-Marie Jouve eds. — 2003, *Bouleversements fonciers en Méditerranée. Des agricultures sous le choc de l'urbanisation et de la privatisation*. Paris, CIHEAM-IAMM-Karthala.

Elloumi, Mohamed, Mohamed Salah Bachta et Salah Selmi — 2011, « Políticas hidráulicas y gestión social del agua de riego en Túnez. Una lectura crítica », in H. Ayeb ed., *El agua en el mundo árabe. Percepciones globales y realidades locales*. Madrid, Casa Árabe : 167-190.

Jouili, Mustapha — 2008, « Ajustement structurel, mondialisation et agriculture familiale en Tunisie ». Thèse, Université Montpellier 1.

Kahouli, Ismahen — 2007, « Étude d'impacts des politiques agricoles et de gouvernance sur la gestion de l'eau d'irrigation. Cas des périmètres irrigués du gouvernorat de Sidi Bouzid, Tunisie ». Mémoire de master, Tunis, INAT.

Mazoyer, Marcel — 2002, « Développement agricole inégal, mondialisation et crise de l'agriculture paysanne des pays en développement », in M. Elloumi ed., *Mondialisation et sociétés rurales en Méditerranée. États, sociétés civiles et stratégies des acteurs*. Paris, IRMC-Karthala : 95-113.

Palluault, Sébastien, Mohamed Elloumi, Bruno Romagny et Mongi Sghaier — 2005, « Inégalité face à la ressource et pauvreté hydraulique en Tunisie. Le cas des populations rurales de la plaine de la Jeffara (Sud-Est tunisien) ». Communication au colloque international *Pauvreté hydraulique et crises sociales : perspectives de recherche et d'action*, 12-15 décembre, Agadir, Maroc.

NOTES

1. MARH (Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques), « Enquête sur les structures des exploitations agricoles, 1994-1995 » ; « Enquête sur les structures des exploitations agricoles, 2004-2005 » et « Évaluation à mi-parcours du XI^e Plan, 2009 ».
2. En Tunisie, selon le Code des eaux, toutes les ressources en eau sont considérées comme faisant partie du domaine public hydraulique (DPH). En ce qui concerne les ressources souterraines, leur accès est libre pour les nappes situées à moins de 50 mètres de profondeur, et il est soumis à autorisation pour les nappes dont la profondeur est supérieure à 50 mètres. Si, jusqu'à la fin des années 1980, les ressources profondes étaient majoritairement mobilisées par l'administration dans le cadre de l'aménagement des périmètres publics irrigués, depuis lors, de plus en plus d'autorisations de prélèvement ont été accordées à des investisseurs privés.
3. General Agreement on Tariffs and Trade. Il s'agit de l'accord concluant l'Uruguay Round et qui a, par ailleurs, donné naissance à l'OMC.
4. Se dit d'une situation où l'on assiste à une augmentation rapide des prix des intrants alors que ceux des produits agricoles stagnent ou ne progressent que lentement.
5. L'observation, par Abdallah Ben Saad, de ce processus dans la région de Gafsa Nord a révélé une concentration foncière dès les premières années qui suivirent l'opération de partage.
6. Le processus de domanialisation des ressources hydriques a été entamé sous le Protectorat, avec la promulgation des décrets beylicaux de 1933 et de 1936 qui déposaient notamment les oasiens de leurs ressources en eau [Bédoucha 2000 : 129].
7. Dans le cas de Sidi Bouzid, la distinction entre « nappes phréatiques » et « nappes profondes » est plutôt artificielle. Il s'agit, en réalité, d'aquifères multicouches. Le premier niveau est capté par les puits de surface (nappe phréatique), le second, recueilli au moyen de forages à bras, réalisés au fond des puits de surface (nappe semi-profonde).
8. CRDA de Sidi Bouzid, 2011.
9. Les taux d'exploitation supérieurs à 100 % indiquent un niveau de prélèvement supérieur à la capacité de renouvellement de la nappe en question, ce qui signifie son épuisement à plus ou moins long terme.
10. CRDA de Sidi Bouzid, 2011.
11. Idem.
12. Concessions délivrées par le CRDA sous la forme d'une autorisation de forage indiquant le niveau maximum de prélèvement autorisé en « équivalent-litre/ seconde » de débit continu, moyennant le paiement d'une taxe annuelle modique de 2 dinars tunisiens pour 1 000 m³.

13. Pour les services du CRDA, ces pratiques perturbent le suivi du niveau des prélèvements sur les nappes, et, donc, le pilotage de la ressource.

14. En 2010, 1 dinar tunisien (DT) équivalait à 0,52 euro.

15. La catégorie A correspond aux investissements inférieurs ou égaux à 60 000 DT, comprenant un autofinancement d'au moins 10 %. Les dossiers de cette catégorie sont instruits par les services du CRDA. La catégorie B correspond aux investissements compris entre 60 000 et 225 000 DT, avec un autofinancement d'au moins de 10 %. La catégorie C correspond aux investissements supérieurs à 225 000 DT, dont l'autofinancement doit être d'au moins 30 %. Les dossiers des catégories B et C sont instruits par l'APIA (Agence de promotion des investissements agricoles).

16. Selon nos informations, le prix du foncier dans la zone a fortement augmenté ces vingt dernières années : il est passé de 2 500 DT/ha, en 1990, à 35 000, en 2011.

RÉSUMÉS

Depuis août 1986, le gouvernement tunisien a adopté un programme d'ajustement structurel comprenant un vaste arsenal de réformes économiques, toutes de facture libérale, qui ont radicalement changé les conditions de production et de reproduction des exploitations agricoles familiales. Un processus de différenciation-exclusion est désormais à l'œuvre, avec comme conséquence une tendance à la marginalisation, voire à la destruction, de la petite agriculture familiale. Les changements intervenus dans la politique d'irrigation et dans l'accès au foncier sont, en grande partie, responsables de ce processus. C'est notamment le cas dans la région de Sidi Bouzid, où la libéralisation de l'accès à l'eau et au foncier a accru la pression sur les ressources et entraîné des phénomènes de concurrence entre les exploitations, conduisant les moins performantes d'entre elles à abandonner la pratique de l'irrigation.

The appropriation of hydraulic resources and processes of exclusion in the Sidi Bouzid region (central Tunisia)

In August 1986, the Tunisian government implemented a structural adjustment program covering a vast array of broadly liberal economic reforms that have radically changed the conditions governing the production and reproduction of family farms. A process of differentiation and exclusion has emerged, resulting in the marginalization and even destruction of small-scale family farming. This process is largely the result of recent changes to irrigation policy and the laws governing access to land. A good example of this is the Sidi Bouzid region, where the liberalization of access to water and land has increased the pressure on resources and led to increased competition, causing the least efficient farms to abandon irrigation altogether.

INDEX

Keywords : exclusion, family farming, irrigation, land, liberal policy, Sidi Bouzid, Tunisia

Mots-clés : agriculture familiale, politique libérale, irrigation, foncier, Sidi Bouzid, exclusion, Tunisie

AUTEURS

MUSTAPHA JOULI

Économiste, maître-assistant, Université de Carthage, Nabeul

ISMAHEN KAHOUli

Doctorante en agro-économie, Institut national agronomique de Tunis (INAT)

MOHAMED ELLOUMI

Agro-économiste, maître de recherche, Institut national de recherche agronomique de Tunis (INRAT)